

**Préface du Rapport sur les droits de l'homme dans le monde en
2006**

(Selon Mme Condoleezza Rice, les droits de l'homme sont
aujourd'hui mieux protégés.)

Le 6 mars 2007, le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail a publié le Rapport du département d'État sur les droits de l'homme dans le monde en 2006. Ci-après la préface de ce rapport, signée par la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice.

(Début du texte)

Rapport du département d'État sur les droits de l'homme dans le monde - 2006

Publié par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail

Le 6 mars 2007

Préface

Dans le monde entier, des hommes et des femmes réclament plus de libertés personnelles et politiques et la création d'institutions démocratiques. Ils tentent d'obtenir la satisfaction de ce que le président Bush appelle « les exigences non négociables de la dignité humaine ».

Contre vents et marées, et en prenant de nombreux risques, des individus courageux et des organisations non gouvernementales révèlent les infractions aux droits de l'homme. Ils cherchent à protéger les droits des minorités ethniques et religieuses, des travailleurs et des femmes, et de mettre fin à la traite des êtres humains. Ils œuvrent à la création de sociétés civiles florissantes, à l'organisation d'élections justes et libres, et à l'établissement de démocraties responsables fondées sur la règle du droit.

Ces patriotes impatients sont en train de redéfinir les limites du possible. En effet, au cours de quelques générations, la liberté s'est répandue dans le monde en développement, les dictatures communistes se sont effondrées, et de nouvelles démocraties ont vu le jour. Les droits prescrits par la Déclaration universelle des droits de l'homme sont mieux protégés qu'auparavant, et dans plus de pays.

Cette noble œuvre continue, mais elle est inachevée et se heurte à des adversaires acharnés. Ceux qui se sentent menacés par la démocratisation, il faut s'y attendre, résistent à ceux qui

militent et agissent en faveur de réformes. L'année dernière, il y a eu des tentatives de harcèlement et d'intimidation des défenseurs des droits de l'homme et des organisations de la société civile, et on a tenté de restreindre, voire de stopper, leurs activités. Des lois injustes ont été utilisées comme armes politiques contre ceux qui ont des vues indépendantes. Il y a également eu des tentatives de musellement des dissidents par des moyens extralégaux.

Chaque fois que des organisations non gouvernementales et autres défenseurs des droits de l'homme sont assiégés, la liberté et la démocratie en pâtissent. Les démocraties du monde doivent défendre les défenseurs. C'est aujourd'hui l'une des principales missions de notre diplomatie, et nous espérons que le Rapport annuel du département d'État sur les droits de l'homme (2006) contribuera à renforcer cet effort. C'est dans cet esprit que je remets ce rapport au Congrès des États-Unis.

Condoleezza Rice
Secrétaire d'État

(Fin du texte)

(Diffusé par le Bureau des programmes d'information internationale du département d'Etat. Site Internet : <http://usinfo.state.gov/fr/>)
NNNN

Introduction du Rapport sur les droits de l'homme dans le monde en 2006

(Ce rapport du département d'État analyse la situation pays par pays.) (7090)

Le rapport ci-après, rendu public le 6 mars 2007 par le département d'État, décrit les efforts qui ont été faits par les gouvernements de par le monde pour mettre en pratique les engagements pris sur le plan international à l'égard des droits de l'homme.

(Début de la transcription)

Département d'État

Rapport sur les droits de l'homme dans le monde en 2006

diffusé par le Bureau de la démocratie, des droits de l'homme et du travail

Le 6 mars 2007

Introduction

Le présent rapport décrit les efforts qui ont été faits par les gouvernements pour mettre en pratique les engagements pris sur le plan international à l'égard des droits de l'homme. Ces droits fondamentaux, stipulés dans la Déclaration universelle des droits de l'homme des Nations unies, représentent ce que le président Bush appelle « les revendications non négociables de la dignité humaine. » Comme l'a déclaré la secrétaire d'État Condoleezza Rice, la vraie promesse de la Déclaration universelle onusienne ne peut être réalisée du jour au lendemain, mais c'est une tâche urgente qui ne peut être remise à plus tard.

La Déclaration universelle demande à « tous les individus et à tous les organes de la société (...) de développer le respect de ces droits et libertés et d'en assurer par des mesures progressives d'ordre national et international, la reconnaissance et l'application universelles et effectives ».

Les États-Unis prennent au sérieux leurs engagements en faveur des droits de l'homme. Nous reconnaissons que nous rédigeons ce rapport à un moment où notre propre dossier et les mesures que nous avons prises pour répondre aux actes de terrorisme contre nous ont été mis en doute. Les États-Unis continueront à répondre de manière franche aux préoccupations de bonne foi des autres pays, notamment par le biais des rapports soumis régulièrement, conformément à nos engagements au titre des différents traités sur les droits de l'homme dont nous sommes signataires. Nous sommes également résolus à réaliser des améliorations continues.

Les lois, règlements et pratiques régissant la détention, le traitement et le procès des personnes soupçonnées d'actes de terrorisme ont considérablement évolué au cours des cinq dernières années. Notre système démocratique de gouvernement n'est pas infaillible, mais il est responsable : une société civile robuste, des médias libres et dynamiques, trois pouvoirs indépendants du gouvernement et un État de droit bien établi agissent comme correctifs.

Les rapports suivants sur la pratique des droits de l'homme, par pays - dont la préparation a été confiée au département d'État par le Congrès - sont un élément essentiel des efforts déployés par les États-Unis pour promouvoir les droits de l'homme dans le monde entier. Depuis trente ans, ces rapports ont largement servi ici et à l'étranger comme document de référence pour évaluer les progrès réalisés et les défis qui restent à relever. Ils ont aussi servi de fondement à une coopération entre les gouvernements, les organisations et les personnes, qui cherchent à mettre fin aux abus et à renforcer la capacité des pays de protéger les droits fondamentaux de tous.

Les rapports font une évaluation de chaque pays pour l'année 2006. Chaque rapport se suffit à lui-même. Néanmoins, on distingue des tendances générales, qui sont décrites ci-après et qui sont illustrées par des exemples précis de pays. Les exemples cités ont été donnés à titre d'illustration et ne sont nullement exhaustifs.

Des tendances positives, mais aussi de dures réalités

Une analyse du rapport dans son ensemble montre que partout dans le monde, en 2006, des hommes et des femmes ont continué à faire pression pour que leurs droits soient respectés et que leurs gouvernements soient réceptifs, pour que leurs voix se fassent entendre et leurs votes comptés, ainsi que pour garantir des lois équitables et la justice pour tous. Il y a eu aussi une prise de conscience de plus en plus aiguë selon laquelle la démocratie est la forme de gouvernement qui peut le mieux satisfaire les besoins des citoyens en matière de dignité, de liberté et d'égalité. Certes, ce sont là des tendances positives, mais ces rapports traduisent aussi une dure réalité :

En premier lieu, les progrès réalisés sur le plan des droits de l'homme et de la démocratie ont été difficiles à accomplir et difficiles à pérenniser. Alors que certains pays ont fait des progrès sensibles, d'autres ont stagné et certains ont régressé.

Ainsi qu'illustrés par les divers exemples suivants, les progrès réalisés par les pays varient considérablement en fonction d'un certain nombre de facteurs tels que le niveau d'engagement du

gouvernement, les capacités institutionnelles, le degré de corruption et le dynamisme de la société civile.

En janvier 2006, le gouvernement, élu démocratiquement, du parti de l'unité du Liberia, mené par Mme Ellen Johnson-Sirleaf - première femme chef d'État d'un pays africain - a remplacé le gouvernement transitoire national, qui avait servi de gouvernement intérimaire depuis la fin d'une guerre civile ruineuse de 14 ans en 2003. Le gouvernement a adopté des mesures importantes pour redresser les carences passées matière de droits de l'homme, notamment sous forme d'une collaboration avec des partenaires internationaux pour réhabiliter le pouvoir de la justice dans le pays et la création dans la capitale d'un organisme d'État qui accorde automatiquement la représentation des indigents au pénal. La présidente a démis de leurs fonctions ou suspendu un certain nombre de responsables corrompus du gouvernement. La commission Vérité et Réconciliation, créée en 2005, pour enquêter sur les violations des droits de l'homme et les crimes de guerre commis pendant le conflit, a commencé à prendre les dépositions des témoins. Malgré ces efforts, le Liberia continue de faire face à des défis sérieux en matière des droits de l'homme, notamment un système judiciaire toujours faible, la corruption et l'impunité des fonctionnaires, les actes de violence contre la femme et une extrême pauvreté qui a conduit au travail des enfants.

En Indonésie, le nombre de personnes tuées par les forces armées et la police a continué de baisser sensiblement au cours de l'année dans les régions politiquement instables du pays. Cinquante-quatre élections pour la plupart libres et justes ont eu lieu dans les provinces, régences, districts et municipalités, notamment dans la province d'Aceh au mois de décembre, où un ancien commandant rebelle a été élu gouverneur. D'une manière générale, la violence religieuse intercommunale a baissé, mais elle a continué dans certaines régions. Le gouvernement et les tribunaux ont été incapables de faire face aux atrocités et aux abus des droits de l'homme passés aussi bien en Indonésie qu'au Timor oriental.

Au Maroc, la situation des droits de l'homme s'est nettement améliorée bien que des problèmes subsistent. Le gouvernement a commencé à aborder les abus des droits de l'homme passés sous forme de compensations distribuées par le conseil consultatif sur les droits de l'homme, pour des cas particuliers d'arrestations, de disparitions et d'abus pendant la période de 1956 à 1999. En mars, le gouvernement a promulgué une loi interdisant la torture, bien que des cas de sévices aux mains des différentes forces de l'ordre continuent d'être signalés. Il y a eu un grand débat ouvert en public et dans la presse en dépit des restrictions continues à l'égard des libertés de la presse et d'expression. Au

cours de l'année le gouvernement a imposé des sanctions contre des journalistes accusés d'avoir violé les restrictions sur la liberté d'expression et de nombreux journalistes ont pratiqué l'autocensure. Le trafic des personnes - en particulier aux fins d'exploitation sexuelle - et le travail des enfants continuent d'être des points de préoccupation ; néanmoins, le gouvernement et la société civile ont tous deux joué un rôle de plus en plus actif pour faire face à ces problèmes.

La République démocratique du Congo a vu ses premières élections présidentielles et législatives depuis plus de 45 ans, mettant ainsi fin à une période transitoire de trois ans qui a suivi la fin de la guerre civile. Une nouvelle constitution a été adoptée. Toutefois, le dossier en matière de droits de l'homme reste faible. Outre un conflit qui couve dans l'est du pays où le contrôle du gouvernement est resté précaire et où les factions armées ont continué à commettre des abus graves, les forces de sécurité du gouvernement ont, elles aussi, commis sans impunité des abus graves sur l'ensemble du territoire.

À Haïti, la population a manifesté son engagement en faveur de la démocratie en allant aux urnes trois fois en 2006. Plus de 3,5 millions de personnes se sont inscrites pour voter et un nombre impressionnant de citoyens, estimés à plus de 70 % des électeurs inscrits ont participé au premier scrutin des élections présidentielles et législatives en février 2006. Après une période électorale relativement stable et sans violence, les électeurs ont choisi le président René Préval et ont élu 129 députés. En décembre, Haïti a tenu ses premières élections municipales depuis plus de dix ans. Néanmoins, beaucoup reste encore à faire pour restaurer entièrement l'État de droit, notamment la remise en état de l'appareil judiciaire dysfonctionnel du pays et continuer à former davantage la police nationale haïtienne et à effectuer des contrôles de sécurité de ses effectifs.

En Ukraine, des progrès sensibles en matière de droits de l'homme ont continué à être enregistrés après la révolution orange. Les élections parlementaires de mars 2006 ont été les plus libres depuis l'indépendance du pays il y a 15 ans. Le pays a continué à faire des progrès en ce qui concerne les libertés de la presse, d'association et la promotion de la société civile. Malgré ces acquis, de nombreux problèmes graves ont continué, notamment la corruption de l'ensemble des pouvoirs du gouvernement.

Alors que le dossier des droits de l'homme au Kirghizstan s'est amélioré considérablement à la suite de la transition en 2005 à un gouvernement élu démocratiquement, en 2006 des manifestations en masse mais pacifiques ont poussé le gouvernement, au bout d'une semaine, à adopter précipitamment des réformes

constitutionnelles offrant la possibilité d'un véritable système de freins et contrepoids. Fin décembre néanmoins, le parlement a adopté une autre constitution invalidant de nombreux aspects de ce système d'équilibre des pouvoirs. Le gouvernement a également été accusé de harcèlement contre des organisations non gouvernementales (ONG) financées de l'étranger.

En dépit de l'engagement déclaré du président Musharraf en faveur de la transition démocratique et de la « modération éclairée », le bilan des droits de l'homme au Pakistan reste insuffisant. Des restrictions ont continué de peser sur la liberté de déplacement, d'expression, d'association et de religion. Les disparitions de militants et de membres de l'opposition dans les provinces ont continué, en particulier dans les provinces en proie à l'instabilité et aux révoltes internes. Les forces de l'ordre ont continué de commettre des exécutions extrajudiciaires. Les arrestations arbitraires et la pratique de la torture sont toujours répandues. Sur une note positive, en décembre l'Assemblée nationale a proposé un projet de loi - qui a ensuite été promulgué par le président Musharraf - pour la protection des femmes, soit la première fois en trente ans qu'un gouvernement pakistanais ait réussi à démanteler des lois portant préjudice aux droits de la femme. La nouvelle loi modifie les dispositions relatives au viol et à l'adultère de l'ordonnance Hudood de 1979, en transférant les crimes de viol, autrefois jugés par les tribunaux religieux (Sharia), à la compétence du tribunal pénal du Pakistan. Le nouveau texte élimine aussi l'exigence selon laquelle la victime doit avoir quatre témoins masculins pour pouvoir porter plainte.

Bien que l'Égypte ait tenu ses premières élections présidentielles multipartites en 2005, en 2006 les revendications publiques pour plus de démocratisation et de responsabilité ont souvent été accueillies par une réaction sévère de la part du gouvernement. Le maintien en prison de l'ancien candidat présidentiel Ayman Nour a suscité de graves préoccupations quant à l'évolution des réformes politiques et de la démocratie dans ce pays. Continuant une tendance qui a commencé en 2005, le gouvernement a arrêté et détenu, souvent durant plusieurs semaines, des centaines de militants affiliés au parti proscrit, mais toléré, des Frères musulmans. Deux hauts juges ont été interpellés en février pour avoir publiquement demandé un système judiciaire indépendant. La police égyptienne a appréhendé et détenu plus de 500 militants pour avoir participé à des manifestations en faveur d'un système judiciaire indépendant. D'autre part, de graves cas de torture par les forces de l'ordre ont aussi été documentés. Le gouvernement a aussi arrêté, détenu et passé au tabac un certain nombre de blogueurs sur l'internet.

Au Kazakhstan, le gouvernement a réprimé les activités de l'opposition au moyen d'exigences onéreuses d'inscription et en empêchant ou en refusant l'enregistrement des partis. La fusion des partis pro-gouvernementaux a renforcé l'hégémonie du parti Otan du président Nazarbayev, laissant ainsi peu de marge politique pour exprimer des vues différentes et plaider pour des réformes. Le gouvernement a harcelé l'opposition politique sous la forme d'accusations politiquement motivées et de restrictions imposées à la liberté de réunion. Il a adopté des lois limitant la liberté de la presse et il a harcelé des ONG.

La Russie a vu la continuation des efforts entrepris en vue de concentrer le pouvoir au Kremlin, avec des réformes des lois électorales et des nouvelles lois sur les partis politiques donnant au gouvernement de vastes pouvoirs pour régler, enquêter, réprimer et même dissoudre les partis. Cette tendance, favorisée par la complaisance de la Douma, la corruption et la sélectivité dans l'application des lois, les pressions politiques pesant sur le judiciaire et les restrictions frappant les ONG et les médias, s'est traduite par une érosion encore plus prononcée de la responsabilité du gouvernement devant le peuple. En Tchétchénie et dans les autres régions du Caucase septentrional, de graves violations des droits de l'homme ont continué, notamment des exécutions illégales et des abus contre la population civile commis aussi bien par les forces de sécurité de la fédération russe que par celles de la république tchétchène. Les combattants rebelles ont commis des attentats terroristes à l'explosif et ont été les auteurs de disparitions politiquement motivées dans la région. La Cour européenne des droits de l'homme tient la Russie responsable de ces violations dans un nombre croissant de cas.

Au Venezuela, le gouvernement Chavez a poursuivi ses efforts en vue de consolider le pouvoir au sein de l'exécutif. Le gouvernement a continué à harceler l'opposition et des ONG et à éroder l'indépendance du pouvoir judiciaire. Les observateurs internationaux ont déclaré que les élections présidentielles de décembre au cours desquelles le président Chavez a été réélu avec 63 % des voix ont été, d'une manière générale, libres et justes. Lors de son discours d'investiture, le président Chavez demanda à l'Assemblée nationale, où son parti occupe 100 % des sièges, de lui accorder les pouvoirs de gouverner par décret présidentiel.

À Fidji et en Thaïlande, l'armée a renversé les gouvernements élus démocratiquement.

Une deuxième réalité dégrisante est que l'insécurité résultant des conflits internes ou transfrontaliers risque de menacer ou de défaire les progrès accomplis en matière de droits de l'homme et de gouvernance démocratique.

En dépit de l'engagement continue du gouvernement irakien à promouvoir la réconciliation nationale et la reconstruction, à persévérer sur la voie électorale et à établir l'État de droit, la violence sectaire qui s'accroît et les actes de terrorisme ont tous deux gravement érodé les avancées faites en matière de droits de l'homme et de démocratisation. Alors que la Constitution et les lois de l'Irak offrent un cadre solide à la protection des droits de l'homme, des groupes armés ont attaqué ces droits sur deux fronts différents : d'une part, ceux qui se disent hostiles au gouvernement, à savoir les terroristes d'Al-Qaïda, les irréductibles du régime baassiste et les insurgés qui mènent la guérilla, et, de l'autre, les membres des milices chiites et des forces de sécurité des différents ministères - nominalement sous la mouvance du gouvernement - responsables de torture et d'autres violations.

Bien que l'Afghanistan ait fait des progrès remarquables en matière de respect des droits de l'homme depuis la chute des talibans en 2001, son bilan pour protéger ces droits fondamentaux est resté insuffisant. Cette situation est due principalement à la faiblesse des institutions centrales et à une révolte meurtrière. En effet, les talibans, Al-Qaïda et d'autres groupes extrémistes ont redoublé leurs attaques contre les responsables du gouvernement, les forces de sécurité, les ONG, le personnel humanitaire et la population civile non armée. Le nombre d'attentats suicides à la bombe et les attaques perpétrées contre les écoles et les enseignants a augmenté de manière dramatique. Des cas d'arrestations et de détentions arbitraires, d'exécutions extrajudiciaires, de torture et de détention dans des conditions déplorable ont été signalés. En décembre, le président Karzaï a lancé le Plan provisoire d'action de justice pour traiter les violations passées des droits de l'homme et renforcer les capacités institutionnelles du système judiciaire.

Les progrès importants faits par le Liban en vue de réformes à la suite de l'assassinat de l'ancien premier ministre Rafic Hariri en 2005, suivi du retrait des forces syriennes après près de 30 ans d'occupation, ont été entravés depuis le conflit entre le Hezbollah et Israël de juillet à août 2006. Avant le conflit, le gouvernement libanais avait commencé à éliminer un grand nombre d'obstacles empêchant à la création d'associations et de partis politiques. À la suite des incursions lancées par des combattants du Hezbollah à partir du Liban, en Israël, où ils ont kidnappé et tué plusieurs soldats israéliens, l'armée israélienne a riposté en pénétrant le territoire libanais. Le conflit a pris fin lorsqu'un cessez-le feu a été établi sous la médiation des Nations unies. En dépit de la fin des hostilités et le déploiement des troupes libanaises et des forces intérimaires de l'ONU dans le sud du Liban, les milices libanaises et le

Hezbollah continuent d'avoir une grande influence dans certaines régions du pays.

Au Timor oriental, une série d'affrontements meurtriers entre les forces de la défense nationale et plusieurs factions armées dissidentes - police, armée et civils - ont entraîné une violence généralisée entre bandes rivales dans la capitale. À la demande du gouvernement, des contingents d'Australie, de Nouvelle-Zélande, de Malaisie et du Portugal ont été chargés de rétablir la sécurité dans la capitale. Le 25 août, la mission intégrée des Nations unies pour le Timor oriental est venue remplacer ces troupes. Ce conflit interne a mené au déplacement d'environ 150.000 personnes, soit plus de 15 % de la population du pays.

Troisièmement, en dépit des progrès des droits de l'homme et des principes démocratiques dans toutes les régions du monde, une bonne partie de l'humanité vit toujours dans la crainte, en rêvant de liberté.

Les pays dans lesquels le pouvoir est resté aux mains de dirigeants qui n'avaient de comptes à rendre à personne - aussi bien des régimes totalitaires qu'autoritaires - sont parmi ceux où les violations des droits de l'homme sont le plus systématiques.

En 2006, la République populaire démocratique de Corée (Corée du Nord), était toujours l'un des régimes les plus isolés et répressifs du monde. Le régime contrôle quasiment tous les aspects de la vie des citoyens, leur refusant la liberté d'expression, d'association, de réunion, d'avoir une presse libre et de se déplacer librement, et en restreignant les droits des travailleurs. La Constitution prévoit « la liberté en matière de croyances religieuses » mais la vraie liberté de religion n'existe pas. Quelque 150.000 à 200.000 personnes, dont des prisonniers politiques, ont été détenus dans des camps de prison et de nombreux prisonniers ont été torturés à mort, sont morts de faim, de froid ou à la suite de maladies.

En Birmanie, le régime militaire s'est largement servi d'exécutions, de viols, de torture, d'arrestations arbitraires et de relocalisations forcées de villages entiers, en particulier ceux peuplés par des minorités ethniques, pour maintenir son joug. Les personnes emprisonnées ont été l'objet de mauvais traitements et détenues dans des conditions extrêmement difficiles et dangereuses. La surveillance, le harcèlement et l'emprisonnement des activistes politiques ont continué. La lauréate du prix Nobel et chef de l'opposition Aung San Suu Kyi demeure toujours en résidence surveillée sans pouvoir communiquer, alors que 1.100 prisonniers politiques sont toujours incarcérés. Le travail forcé, le trafic humain, la

circonscription des enfants soldats et la discrimination religieuses restent généralisés. Le régime a convoqué de nouveau la convention nationale fictive, choisissant lui-même les délégués et interdisant tout débat libre. Revendiquée comme faisant partie de la « carte routière de la démocratie », la convention avait été conçue pour annuler les résultats des élections de 1990 et adopter une nouvelle constitution favorable au régime en place. Le contrôle cruel et destructif de ce dernier a également abouti à l'exode de réfugiés, à la poussée de maladies infectieuses, ainsi qu'au trafic de stupéfiants et à la traite des personnes dans les pays voisins.

Les violations des libertés d'expression et de réunion du gouvernement iranien ont été flagrantes à mesure qu'il a intensifié sa répression des dissidents, des journalistes et des partisans des réformes - répression marquée par les arrestations arbitraires et l'emprisonnement, la torture, les disparitions, l'usage excessif de la force et le refus de tenir des procès publics et justes. Le gouvernement a continué d'arrêter et d'infliger des traitements dégradants aux Bahaïs et des autres minorités religieuses et a organisé une conférence, largement condamnée, niant l'existence de la Shoah. En prévision des élections le 15 décembre de l'assemblée d'experts en Iran, plus des deux tiers des candidats inscrits sur le bulletin - notamment toutes les femmes - ont été disqualifiés, laissant ainsi de nombreux sièges sans opposition. Des centaines de candidates aux élections municipales dans tout le pays ont également été disqualifiées. Le gouvernement a continué de faire fi des appels lancés à l'intérieur du pays et par la communauté internationale à l'instauration d'un gouvernement responsable en appuyant les mouvements terroristes en Syrie et au Liban et en préconisant la destruction d'un État membre des Nations unies.

Au Zimbabwe, le gouvernement Mugabe a poursuivi ses exactions tous azimuts contre les droits de l'homme. La corruption officielle et l'impunité sont très répandues. La loi de 2002 sur les secrets officiels et celle sur l'ordre public et la sécurité sont toujours en vigueur et restreignent considérablement les libertés civiles. En 2006, lors des élections parlementaires partielles et des élections pour les conseils de districts ruraux, la manipulation du processus électoral par le gouvernement a privé les électeurs de leurs droits et a biaisé les résultats en faveur des candidats du parti au pouvoir. La domination du parti majoritaire a permis d'apporter des changements à la Constitution sans large consultation. Les forces de sécurité ont harcelé, battu et arrêté de manière arbitraire les critiques du régime et les tenants de l'opposition. Les déstabilisations dans les exploitations agricoles et les confiscations de propriétés se sont poursuivies et sont quelquefois devenues violentes. La campagne d'expulsions forcées,

qui avait laissé quelque 700.000 personnes sans abri pendant l'opération « restaurer l'ordre » de 2005 s'est poursuivie quoiqu'à moindre échelle. Le gouvernement a entravé les efforts des organisations humanitaires en vue de prêter assistance. En décembre, le président Mugabe et ses loyalistes ont proposé de proroger le mandat présidentiel de deux ans en repoussant les élections à 2010.

À Cuba, le gouvernement provisoirement dirigé par Raul Castro du fait de la maladie de Fidel Castro a continué à violer pratiquement tous les droits de ses citoyens, y compris les droits fondamentaux de changer de gouvernement dans le calme ou de critiquer la révolution ou ses leaders. En 2006, le gouvernement a accru le harcèlement des dissidents et des autres citoyens considérés comme dangereux pour le gouvernement, souvent par le biais d'actions de foule baptisées « actes de répudiation » et impliquant des violences verbales et physiques. Les tabassages et les abus des détenus et des prisonniers ont aussi continué en toute impunité. Bien que des libérations symboliques de prisonniers aient eu lieu pendant l'année, au moins 283 prisonniers et détenus politiques étaient encore incarcérés, dont 59 des 75 activistes pro-démocratie et militants des droits de l'homme qui avaient été emprisonnés lors d'une répression en mars 2003.

En Chine, le bilan du gouvernement s'est détérioré dans certains domaines en 2006. On a vu une augmentation du nombre des cas notoires de surveillance, de harcèlement, de détention et d'emprisonnement d'activistes politiques ou religieux, de journalistes, d'écrivains et même d'avocats de la défense cherchant à exercer leurs droits dans le cadre de la législation. Certains des membres de leurs familles ont aussi été harcelés et détenus. Les manifestations de masse et les marches en faveur de la réparation des griefs se sont poursuivies en grand nombre et dans certains cas elles ont été violemment réprimées. Le gouvernement a imposé de nouveaux contrôles sur les ONG, les médias, y compris l'internet, les tribunaux et les juges. La répression des groupes religieux non enregistrés et des groupes minoritaires, notamment des Uigurs et des Tibétains, reste une source de grandes préoccupations.

En Biélorussie, le gouvernement de Loukachenko a continué à appliquer voire à intensifier ses politiques répressives. L'élection présidentielle de mars était gravement entachée d'irrégularités. Près d'un millier de personnes ont été arrêtées lors de la répression des manifestations publiques protestant contre les résultats et beaucoup ont été condamnées à de courtes peines de prison. D'autres activistes et membres de l'opposition, y compris Alexandre Kozuline, qui s'était présenté contre

Loukachenko dans l'élection présidentielle, ont été condamné à des peines allant de deux à cinq ans et demi de prison.

En Érythrée, le gouvernement reste toujours un des plus répressifs de l'Afrique subsaharienne et son bilan au plan des droits de l'homme a encore empiré en 2006. Les forces de sécurité ont commis des assassinats extrajudiciaires ; selon des sources dignes de foi, les forces de sécurité auraient tiré à vue sur des personnes tentant de franchir la frontière avec l'Éthiopie. Le gouvernement a intensifié sa campagne d'arrestations de ceux qui essayaient de se soustraire au service national et, selon des témoins dignes de foi, certains des individus arrêtés auraient été torturés. Comme il l'avait fait en 2005, le gouvernement a ordonné à certaines ONG humanitaires de quitter le pays malgré la sécheresse grave qui sévit dans la Corne d'Afrique. La liberté religieuse est aussi considérablement restreinte.

La quatrième réalité qui donne à réfléchir est que, partout dans le monde, à mesure que se renforcent les demandes pour plus de liberté personnelle et politique, elles se heurtent à la résistance accrue de ceux qui se sentent menacés par les changements politiques et sociaux.

Les défenseurs des droits de l'homme et les organisations non gouvernementales sont indispensables à l'épanouissement d'un pays. Dans le monde actuel, les problèmes auxquels se heurtent les États sont trop complexes pour que même les plus puissants puissent s'y attaquer seuls. Les contributions de la société civile et la libre circulation des idées et de l'information sont indispensables à l'élaboration de solutions d'une multitude de défis nationaux et internationaux. Restreindre l'espace politique des ONG et le débat public revient à limiter la croissance de la société.

En 2006, dans toutes les régions du monde, des gouvernements ont réagi à la montée des demandes de liberté personnelle et politique non pas en acceptant leurs obligations envers leurs ressortissants mais en opprimant ceux qui faisaient campagne pour les droits de l'homme et qui exposaient les abus au grand jour - dont les organisations non gouvernementales et les médias indépendants y compris l'internet. Un nombre alarmant de pays ont voté ou appliqué de manière sélective des lois et des règlements contre les ONG et les journalistes qui se sont trouvés en butte à des mesures extrajudiciaires souvent lancées par des assaillants inconnus. Par exemple :

En Russie, une nouvelle loi sur les ONG, entrée en vigueur en 2006, impose des prescriptions d'enregistrement encore plus lourdes qu'avant, un suivi plus strict de toutes les organisations et des obligations complexes et onéreuses de

présentation de rapports et elle autorise le Federal Registration Service à refuser d'enregistrer une organisation ou à la fermer sur la base de critères vagues et subjectifs. En octobre, des inconnus ont assassiné Anna Politkovskaya, grande défenseuse des droits de l'homme et journaliste éminente connue pour ses écrits dénonçant les violations des droits de l'homme en Tchétchénie. Le gouvernement a usé de son contrôle de toutes les stations nationales de radio et de télévision ainsi que de la majorité des stations régionales influentes pour restreindre l'accès aux informations jugées sensibles.

En Biélorussie, des inspections fiscales onéreuses et les conditions d'enregistrement des ONG rendent difficile le travail des organisations de la société civile, et les attaques contre les membres des médias indépendants se poursuivent. En novembre, l'activiste pro-démocratie Dmitry Dachkevich a été condamné à 18 mois de prison pour avoir dirigé une ONG non enregistrée.

Le gouvernement du Kazakhstan n'a enregistré le parti de l'opposition True Ak Zhol qu'après l'assassinat de Sarsenbayev, un de ses coprésidents, et il a interprété l'article 5 de la Constitution de manière restrictive afin de suspendre les activités de formation non partisane du parti politique financées par l'étranger, affirmant que de donner des informations revenait à financer les partis politiques. En juillet, le président Nazarbayev a promulgué des amendements restrictifs concernant les médias, démarche que le représentant pour la liberté des médias de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe a qualifié de pas en arrière. Le gouvernement a continué à utiliser les lois restrictives sur la diffamation pour faire payer des amendes, condamner et suspendre les antennes des médias, les journalistes et les critiques. En avril, un membre d'une antenne de média suspendue a été brutalement battu.

La liberté d'expression, d'association et de réunion est sévèrement limitée au Turkménistan et le gouvernement cherche à contrôler l'activité des ONG. Il est possible de recevoir les programmes étrangers de télévision par satellite dans tout le pays mais le gouvernement contrôle tous les médias nationaux et il est interdit aux journalistes d'avoir le moindre contact avec des étrangers sauf autorisation spéciale. Un accès très limité à l'internet est possible par le biais des services de Turkmen Telecom contrôlés par l'État ; aucun nouveau compte n'a été autorisé dans la capitale depuis septembre 2002. En août, le gouvernement a arrêté des journalistes, dont Ogoulspapar Mouradova, Annakourban Amanklytchev et Sapardourdy Khajiev qui ont été condamnés à des peines allant de 6 à 7 ans de prison pour possession d'armes lors d'un procès expéditif à huit clos. En septembre, Ogoulspapar Mouradova, correspondante de Radio Free Europe/Radio Liberty, est décédée en prison dans des

circonstances suspectes. Des ONG ont annoncé que ses deux collègues et elle avaient été torturés pendant l'été, durant leur détention, pour leur faire avouer avoir été en possession d'armes. Le président Saparmourat Niazov est décédé le 21 décembre.

Le gouvernement de l'Ouzbékistan cherche à contrôler l'activité de la plupart des ONG et a fermé plus de 200 organisations de la société civile, y compris des ONG internationales travaillant dans le pays, sous prétexte d'allégations de violation de la législation. Les journalistes indépendants et les militants des droits de l'homme continuent d'être persécutés.

En Syrie, le gouvernement contrôle strictement la diffusion de l'information et interdit les critiques à son encontre ainsi que les discussions des questions confessionnelles, dont celles des droits religieux et des minorités. Des personnes exprimant des opinions allant à l'encontre de ces restrictions ont été placées en détention et battues, comme par exemple le journaliste Adel Mahfouz qui a été arrêté en février pour avoir prôné le dialogue interconfessionnel après la controverse entourant les caricatures du Prophète Mahomet. Le gouvernement s'appuie sur la législation concernant la presse et les publications, le code pénal et la loi d'urgence pour censurer l'accès à l'internet et placer des restrictions sur les médias électroniques. On a également signalé des harcèlements de militants des droits de l'homme dont les activités sont sous haute surveillance constante et auxquels il est interdit de sortir du pays lorsqu'ils veulent participer à des ateliers ou des conférences à l'étranger.

La liberté de la presse a atteint son point le plus bas en Iran lorsque le gouvernement a mis en cessation de publication deux journaux indépendants, le Shargh et l'Iran, a bloqué l'accès aux nouveaux sites de l'internet, notamment ceux du New York Times et de la BBC Farsi, et emprisonné des journalistes et bloggeurs. Les autorités utilisent les interdictions de quitter le pays comme arme contre les journalistes.

Au Burundi, le nombre des arrestations, détentions et actes d'intimidation de journalistes et de militants des droits de l'homme par le gouvernement a augmenté ; entre autres personnes, la police a arrêté et gardé en détention pendant plusieurs mois le président de la principale ONG anticorruption du pays. Le gouverneur d'une province aurait qualifié d'ennemi de la paix la principale ONG des droits de l'homme, la Ligue Iteka, et en novembre, un haut fonctionnaire du gouvernement a annoncé que 32 ONG internationales enregistrées dans le pays pourraient se faire expulser pour ne pas avoir présenté leur rapport annuel obligatoire au gouvernement.

Au Rwanda, un climat de restrictions pèse sur le fonctionnement de la société civile. Les ONG nationales et internationales sont tenues de se faire enregistrer tous les ans et de présenter au gouvernement des rapports sur leurs activités. Les autorités auraient demandé à certaines ONG d'obtenir l'autorisation du gouvernement pour des projets avant de pouvoir avoir accès au financement de bailleurs de fonds internationaux. De plus, toutes les ONG sont censées adhérer à un collectif créé pour gérer leurs activités.

Au Venezuela, le gouvernement a continué à harceler et intimider les groupes de la société civile et plus particulièrement de Sumate, ONG observatrice des élections, dont le procès des dirigeants, accusés de collusion et de trahison pour avoir accepté un don étranger, a été repoussé indéfiniment mais plane toujours au-dessus de leurs têtes. À la fin de l'année, un projet de loi a été présenté à l'Assemblée nationale : s'il est promulgué, il augmentera encore le contrôle du gouvernement sur le financement des ONG et limitera leurs possibilités de travailler dans les domaines des droits de l'homme et de la promotion de la démocratie. Des modifications du code pénal imposant des peines de prison pour insulte aux agents de la fonction publique et de violentes attaques contre les journalistes ont contribué à créer un climat d'autocensure. Le gouvernement a intensifié sa campagne de harcèlement des antennes des médias indépendants et d'opposition. En décembre, le président Chavez a annoncé que le gouvernement ne renouvelerait pas la licence de radiodiffusion de Radio Caracas Television, la plus vieille chaîne privée de télévision du pays : le gouvernement accuse ses propriétaires d'être des « fauteurs de coups » et de trahir la confiance du public.

En Chine, les ONG nationales et internationales continuent à souffrir de la montée des mesures de surveillance et des restrictions. À la fin de 2006, l'association Reporters sans frontières annonçait que 31 journalistes et 52 rédacteurs de l'internet et bloggeurs étaient en prison. Si le gouvernement encourage l'utilisation de la Toile, il surveille son utilisation, contrôle son contenu, limite l'information et punit ceux qui violent les règles. Il a imposé de nouvelles prescriptions, plus strictes, d'enregistrement des sites Web, renforcé le contrôle des contenus en ligne et élargi la définition des contenus illégaux ; il a également systématiquement bloqué l'accès aux sites qu'il jugeait indésirables et les autorités ont commencé à utiliser des technologies plus sophistiquées qui leur permettent de bloquer des contenus spécifiques plutôt que des sites entiers.

Le Vietnam a continué à surveiller et à contrôler l'internet, bloquent les sites des droits de l'homme et de nouvelles. La

législation permet aux citoyens de se plaindre ouvertement de l'inefficacité et de la corruption des milieux gouvernementaux mais le gouvernement continue à interdire à la presse de préparer des articles contestant le rôle du parti communiste, prônant le pluralisme ou la démocratie multipartite ou mettant en question la politique des droits de l'homme. Le gouvernement interdit l'accès direct à l'internet par l'intermédiaire des Prestataires indépendants de service et il exige que les propriétaires de cybercafés enregistrent les informations personnelles de leurs clients et les sites visités. Il a cependant relâché plusieurs dissidents religieux et politiques très en vue, dont le Dr. Pham Hong Son, emprisonné pour avoir traduit des articles sur la démocratie et les avoir diffusés sur la Toile.

La réalité la plus choquante est celle du génocide

Près de 60 ans après l'adoption de la Déclaration universelle des droits de l'homme - expression de l'indignation de l'humanité face à l'énormité de la Shoah et du cataclysme de la Seconde Guerre mondiale - le génocide continue de ravager la région du Darfour au Soudan.

En dépit de l'Accord de paix global de janvier 2005 qui mettait fin à 22 ans de guerre civile entre le Nord et le Sud et de l'établissement cette même année d'un gouvernement d'unité, les conflits ethniques se poursuivent au Soudan, et de la manière la plus catastrophique au Darfour. Le gouvernement soudanais et la milice Janjawid soutenue par le gouvernement sont responsables du génocide dans le Darfour et toutes les parties de cette conflagration ont commis des crimes graves : fréquents massacres de civils, viol utilisé comme outil de guerre, torture systématique et recrutement d'enfants soldats. On estime qu'à la fin de 2006, le conflit au Darfour avait causé la mort d'au moins 200.000 civils et le déplacement de deux millions de personnes. Plus de 234.000 réfugiés s'étaient enfuis au Tchad voisin, et ce pays et la République centrafricaine avaient connu de violents conflits ethniques le long de leurs frontières avec le Soudan.

Bien que se disant en faveur du cadre d'Addis-Abeba, le gouvernement soudanais a publiquement refusé la présence de troupes internationales dans le Darfour et il a repris son offensive militaire pendant la seconde moitié de 2006. La dégradation de la sécurité a amené certaines ONG et organisations humanitaires à réduire ou suspendre leurs opérations dans la région.

Défendre les défenseurs

Pour tenir la grande promesse de la Déclaration universelle des droits de l'homme, la communauté internationale et plus

spécialement les démocraties du monde ne peuvent accepter que les réalités qui choquent soient immuables. De fait, ces dernières nous obligent à nous aligner sur ceux qui œuvrent pour la dignité humaine et les réformes politiques.

En 2006, les courageux efforts des défenseurs des droits de l'homme ont été salués par les gouvernements démocratiques :

Les résolutions de l'Assemblée générale des Nations unies de 2006 ont mis l'accent sur la nécessité de protéger les défenseurs des droits de l'homme en Iran, au Bélarus, en Corée du Nord et en Birmanie.

Le Fonds des Nations unies pour la démocratie, né d'une idée présentée par le président Bush à l'Assemblée générale en 2004 et établi en 2005, vient de terminer sa première année. Son conseil d'administration est convenu de financer 125 projets sur les plus de 1.300 propositions soumises par plus de 100 pays - soit un décaissement de plus de 35 millions de dollars de dons à des organisations de la société civile pro-démocratique.

Au niveau régional, en juin 2006, l'Assemblée générale de l'Organisation des États américains (OEA) a adopté la Déclaration de Saint-Domingue, engagement multilatéral des pays de la région « de garantir le droit de toutes les personnes à jouir de la liberté d'expression, notamment de l'accès sans censure au débat politique et au libre échange des idées, à travers tous les moyens de communication de masse, notamment l'internet ». Les ministres des affaires étrangères ont également déclaré leur résolution d'élaborer et d'encourager les stratégies et les meilleures pratiques à cet effet.

L'unité des défenseurs des droits de l'homme de la Commission interaméricaine des droits de l'homme de l'OEA a publié un rapport sur les graves problèmes qu'elle rencontre dans certains pays, soulignant que les gouvernements doivent soutenir ses travaux.

Avant la réunion de juillet de l'Assemblée des chefs d'État de l'Union africaine, les organisations de la société civile de 19 pays africains s'étaient réunies à Banjul (Gambie) pour élaborer des recommandations à l'intention des leaders du sommet sur le rôle de la société civile dans le Mécanisme africain d'examen par les pairs du respect des traités par les pays, les moyens d'améliorer l'accès de la société civile à l'information et les lois sur la citoyenneté qui entérinent la discrimination. Ces recommandations ont été adoptées lors du sommet.

Pour ce qui est de la région élargie du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord, le Forum pour l'avenir a rassemblé en Mer

Morte (Jordanie) des représentants des gouvernements et de la société civile de la région ainsi que les partenaires du G8. Près de 50 chefs de la société civile représentant des centaines d'organisations de 16 pays de la région ont participé aux discussions sur l'État de droit, la transparence, l'émancipation des femmes et des jeunes, et l'environnement juridique des organisations de la société civile. Ils ont également discuté des moyens de renforcer les réformes en établissant des mécanismes de suivi des recommandations. Si le plus difficile reste à faire - adopter et mettre en application les recommandations proposées par la société civile - le Forum a aidé à ouvrir un espace politique qui n'existait pas encore et qui leur permettra d'avoir des interactions avec les gouvernements de la région.

Pour marquer la Journée internationale des droits de l'homme en décembre 2006, la secrétaire d'État, Mme Condoleezza Rice, a lancé deux importantes initiatives visant à appuyer les défenseurs des droits de l'homme et de la démocratie :

Elle a annoncé la création d'un Fonds pour les défenseurs des droits de l'homme administré par le département d'État qui décaissera rapidement des petits dons destinés à aider les défenseurs des droits de l'homme devant faire face à des besoins extraordinaires du fait de la répression de leurs gouvernements : ils pourraient couvrir leur défense devant les tribunaux, les coûts médicaux ou les besoins pressants des familles des militants.

Elle a également proposé 10 Principes généraux concernant les ONG (<http://usinfo.state.gov/xarchives/display.html?p=washfile-french&y=2007&m=February&x=20070227104709bpuh0.2030451>) concernant le traitement des organisations non gouvernementales par les gouvernements. Ces principes guideront le traitement des ONG par les États-Unis qui les utiliseront aussi pour évaluer les actions des autres gouvernements. Ils sont destinés à compléter les autres documents plus détaillés préparés par les Nations unies et d'autres organisations internationales concernant les défenseurs des droits de l'homme et permettront de mobiliser un soutien à l'échelon mondial pour les ONG en difficulté en donnant un cadre de référence pratique aux gouvernements, organisations internationales, groupes de la société civile et journalistes.

Lorsque les démocraties soutiennent le travail des militants des droits de l'homme et des organisations de la société civile, nous aidons les hommes et les femmes partout dans le monde à forger leur destinée en toute liberté et ainsi nous participons à la construction d'un monde meilleur et plus sûr pour tous et toutes.

Nous devons défendre les défenseurs parce que ce sont des agents de changements démocratiques et pacifiques.

COMORES

L'Union des Comores est une république constitutionnelle, multipartite d'environ 690.000 citoyens. Le pays est composé de trois îles--Grande Comore, Anjouan, et Mohéli--et réclame un quatrième, Mayotte, encore sous tutelle de la France. Au mois de mai, les citoyens ont élu le Président Ahmed Abdallah Mohamed Sambi pendant des scrutins que les observateurs internationaux ont décrits comme étant libres et justes. La cérémonie d'investiture du Président Sambi le 26 mai a été la première passation de pouvoir qui se soit déroulée d'une manière pacifique et démocratique dans toute l'histoire du pays. Les litiges ont persisté quant au partage de responsabilités entre le gouvernement de l'union et les gouvernements des îles, ainsi que sur le et le non-paiement du salaire des employés du gouvernement de l'union, dont les enseignants et les médecins. En général, les autorités civiles ont maintenu un contrôle efficace des forces de l'ordre.

D'une manière générale, le gouvernement a respecté les droits de l'homme de ses citoyens, bien qu'il y ait eu certains domaines de préoccupation. Des rapports ont signalé des problèmes relatifs aux droits de l'homme dans les domaines suivants: mauvaises conditions carcérales, restrictions sur la liberté de religion, corruption parmi les responsables, discrimination contre les femmes, abus contre des enfants, et travail des enfants.

RESPECT DES DROITS DE L'HOMME

Chapitre 1 Respect pour l'Intégrité de la Personne, dont la Liberté par rapport à:

a. L'assassinat arbitraire ou extrajudiciaire

Aucun rapport n'a indiqué que le gouvernement ou ses agents aient perpétré des assassinats arbitraires ou extrajudiciaires.

b. La disparition

Aucun rapport n'a indiqué des disparitions à caractère politique.

c. La torture les autres traitements ou punitions cruels, inhumains ou dégradants

La constitution et la loi interdisent de telles pratiques, et aucun rapport n'a indiqué que des responsables gouvernementaux y aient eu recours.

Les conditions dans les prisons et centres de détention

Les conditions carcérales ont continué à être mauvaises; les problèmes communs comprenaient les installations sanitaires inadéquates, la surpopulation, les installations médicales inadéquates, et le mauvais régime alimentaire. Les autorités ont mis des prévenus avec des condamnés. Le gouvernement a autorisé des observateurs indépendants des droits de l'homme, ainsi qu'au Programme de Développement des Nations Unies ainsi qu'au Fonds des Nations Unies pour l'Enfance (UNICEF) d'effectuer des visites auprès des prisons.

d. Arrestation ou détention arbitraire

La constitution et la loi interdisent l'arrestation la détention arbitraire, et d'une manière générale, le gouvernement a respecté ces interdictions.

Rôle de la Police et du Système de Sécurité

Six corps distincts des forces de l'ordre rapportent devant quatre différentes autorités. Une force militaire de l'union et une unité de gendarmerie de l'union sont chargées de la défense et de la responsabilité policière locale à Grande Comore et à Mohéli, tandis que l'île d'Anjouan fournit sa propre unité de gendarmerie. La force de police de l'union s'occupe de l'immigration et de certaines responsabilités policières à Grande Comore. Chacune des trois îles dispose aussi de sa propre force de police locale.

La force de police a été constamment entachée de corruption. Des citoyens ont versé des pots-de-vin afin d'esquiver des règlements douaniers, éviter de se faire arrêter, falsifier des rapports de police ou, pour le personnel de la police, bénéficier d'une promotion dans la force de police. L'impunité a été un problème, puisqu'il n'existait aucun mécanisme pour mener des enquêtes sur des abus perpétrés par des éléments de la police. La force de la police de l'union a participé dans une formation internationale pour devenir plus professionnelle.

Arrestation et détention

La loi requiert des mandats d'arrêt et prévoit les détenus peuvent être gardés pendant 24 heures, bien que ces dispositions n'aient pas toujours été respectées dans la pratique. Le procureur général doit approuver toute période de détention supplémentaire. Un tribunal informe détenus sur leurs droits, dont le droit de se faire assister par un avocat. Selon la loi, des avocats publics sont mis à la disposition des indigents, mais dans la pratique, l'on a noté une pénurie d'avocats. Il y a un

système de bail selon lequel l'individu n'est pas autorisé à sortir du pays.

Après sa prise de fonction au mois de mai, le Président Sambi a accordé l'amnistie aux centaines de prisonniers "à court terme", dont ceux détenus pour prosélytisme, afin de limiter la surpopulation des prisons.

e. Refus d'un procès public équitable

La constitution et la loi prévoient une justice indépendante, et d'une manière générale, le gouvernement a respecté cette disposition dans la pratique. Les magistrats sont nommés par le Chef de l'Etat par décret.

La Cour Constitutionnelle est composée de sept membres, dont un est nommé par le président de l'Union, un par chacun des deux Vice-présidents de l'union, un par chacun des trois présidents de chaque île, et un par le président de l'Assemblée Nationale. Les litiges mineurs peuvent être revus par la cour civile de première instance, mais dans la pratique, de tels litiges sont souvent réglés par les doyens du village, en dehors de la structure formelle. Les jurys statuent sur les affaires criminelles, qui peuvent être renvoyées devant la cour d'appel.

Procédures de jugement

La loi prévoit le droit à un procès équitable, et d'une manière générale, une justice indépendante a veillé à l'application de ce droit. La plupart des procès sont ouverts au grand public. Les jurys statuent sur les affaires criminelles, et il existe un processus d'appel. Le système légal incorpore des codes légaux français et la loi Islamique Shari'a. Dans la pratique, les doyens du village ont statué sur la plupart des litiges sans avoir recours au système légal formel.

Prisonniers et Détenus Politiques

Aucun rapport n'a indiqué l'existence de prisonniers ou détenus politiques.

Procédures judiciaires civiles et voies de recours

Selon la loi, une justice indépendante et impartiale statue sur les affaires civiles. Dans la pratique, les cours formelles ne disposent pas de ressources suffisantes et sont minées par la corruption. La plupart des litiges civils sont réglés en dehors du système de cour formel, soit directement entre les partis ou par le biais d'un arbitrage communautaire sous l'égide des doyens respectés.

- f. L'Interférence arbitraire dans la vie privée, la famille, la résidence, ou la correspondance

La constitution et la loi interdisent de telles actions, et en général, le gouvernement a respecté ces interdictions dans la pratique.

Chapitre 2 Respect pour les Libertés Civiles, dont:

- a. La liberté d'expression et de la presse

La constitution et la loi prévoient la liberté d'expression et de la presse; toutefois, le gouvernement a partiellement limité la liberté de la presse.

La police paramilitaire a détenu Aboubacar M'changama, directeur de l'hebdomadaire indépendant *L'Archipel*, du 25 au 27 mars pour avoir "divulgué des secrets militaires." Aboubacar a publié un article sur la discorde entre les militaires.

Il y avait un journal soutenu par le gouvernement, *Al-Watwan*, et quatre quotidiens indépendants, *Kashkazi*, *Le Canal*, *La Gazette des Comores*, et *L'Archipel*. Le gouvernement de l'île d'Anjouan a intimidé des journalistes pour les empêcher d'écrire des articles critiquant le gouvernement. (Aucun quotidien n'a été imprimé à Anjouan, mais les quotidiens énumérés ci-dessus y ont été disponibles.)

There y a une station radio indépendants dans les trois îles. Une station radio de l'Etat a transmis de manière régulière. Des stations radio communautaires locales ont transmis dans des zones de transmission très limitées. Les citoyens vivant à l'étranger ont été les principaux bailleurs pour ces stations, dont le personnel ont travaillé comme bénévoles et qui ont été autorisées à émettre sans aucune interférence ou réglementation gouvernementale. La radio et télévision française de Mayotte a aussi transmis sans aucune interférence du gouvernement. Plusieurs petites stations télévision communautaires ont transmis sans aucune interférence du gouvernement. Leurs opérations ont été financées par des résidents locaux ainsi que leur familles vivant à l'étranger.

Avant les élections présidentielles du mois de mai, la force militaire de l'union a temporairement confisqué les équipements de Radio Mohéli, car les émissions de cette station ont été controversées. Au mois de mai, des individus sans uniforme ont perpétré des actes de vandalisme contre les équipements de la station Radio Ngazidja et Moroni FM à Grande Comore. La presse

avance que ces actes de vandalisme ont eu des motifs politiques, bien qu'aucune preuve n'ait soutenu ces affirmations.

Liberté dans l'utilisation de l'Internet

Il y a eu aucune restriction du gouvernement sur l'accès à l'Internet. D'ailleurs, aucun rapport n'a indiqué que le gouvernement ait surveillé le courriel ou les *chatrooms* sur Internet. Individus et groupes ont pu s'engager dans l'expression pacifique de leurs points de vue via l'Internet, y compris le courriel. A cause de l'analphabétisme et des coupures d'électricité et de la ligne téléphoniques, l'accès à l'Internet a été réservé à une petite minorité de Comoriens relativement riches et éduqués. Plusieurs cybercafés et la station Internet à l'*American Corner* à Moroni en ont étendu l'usage dans et aux alentours des grandes villes.

Liberté académique et Evénements culturels

Il n'y a eu aucune restriction du gouvernement sur la académique ou les événements culturels.

b. Liberté de Réunion et d'Association Pacifique

Liberté de Réunion

La constitution et la loi prévoient liberté de réunion et d'association. Dans la pratique pourtant, le gouvernement n'a pas toujours respecté ce droit. Mais contrairement à l'année précédente, aucun décès ou blessures n'ait résulté d'un recours excessif à la force par les forces de l'ordre.

Les autorités n'ont pris aucune action concernant les soldats qui ont abattu un civil et blessé 16 autres individus au cours d'une grande manifestation de protestation contre une hausse des prix du carburant en septembre 2005.

Liberté d'Association

La constitution et la loi prévoient la liberté d'association, et d'une manière générale, le gouvernement a respecté ce droit.

c. Liberté de Religion

La constitution et la loi prévoient la liberté de religion. Cependant, le gouvernement a limité ce droit dans la pratique. La constitution ne déclare pas l'Islam comme religion officielle, mais déclare que les lois doivent en être inspirées. La grande majorité de la population a été Musulman Sunnite. Le prosélytisme pour toute religion autre que l'Islam a été illégale.

Le 29 mai, quatre hommes ont été condamnés à trois mois d'emprisonnement pour "avoir évangélisé des Musulmans." Une femme a aussi été déclarée coupable et condamnée à trois mois avec sursis. Ils ont été arrêtés une semaine plus tôt pour avoir accueilli des débats religieux Chrétiens dans une résidence privée. Après 40 jours, tous les quatre individus ont été relâchés dans le cadre de l'amnistie présidentielle.

Abus et Discrimination au sein de la société

Les Chrétiens ont continué à faire face à une intense pression sociale, dont la restriction de l'usage du peu d'églises Chrétiennes aux non-citoyens. Des membres de la famille et de la communauté ont été susceptibles d'harcéler ceux qui adhèrent à des confessions non-Musulmanes.

Il n'y a eu aucune population Juive connue et aucun rapport sur des actes antisémites.

Pour une discussion plus détaillée sur ce sujet, veuillez consulter le *Rapport International sur la Liberté Religieuse en 2006*.

- d. Liberté de mouvement dans le pays, voyage à l'étranger, émigration, et rapatriement

La constitution et la loi prévoient ces droits, et le gouvernement les a généralement respectés dans la pratique.

Au mois de juin, *Le Canal* a rapporté que la police a effectué des fouilles de résidences, tard dans la nuit, à la recherche de certains "immigrants illégaux."

Les conflits entre villages ont parfois limité le mouvement de citoyens au niveau des frontières du pays. A certaines occasions, des individus venant de Grande Comore n'ont pas été autorisés à fouler le sol de Mohéli et d'Anjouan. Toutefois, cela n'a pas été le résultat d'une politique du gouvernement central.

La loi n'interdit pas l'exil forcé, mais le gouvernement n'y a pas eu recours.

Protection des Réfugiés

La loi ne prévoit pas l'allocation de l'asile ou du statut de réfugié selon la Convention de 1951 de l'ONU relative aux Statuts de Réfugiés et son Protocole de 1967, et le gouvernement n'a pas mis en place un système pour assurer la protection des réfugiés. Dans la pratique, le gouvernement a assuré une certaine protection

contre le *refoulement*, ou le renvoi d'individus vers un pays où ils ont redouté une persécution, mais il n'a pas accordé l'asile ou le statut de réfugié de manière routinière.

Chapitre 3 Respect des droits politiques: le droit des Citoyens de changer leur Gouvernement

La constitution et la loi accordent aux citoyens avec le droit de changer leur gouvernement d'une manière pacifique, et les citoyens ont exercé ce droit dans la pratique à travers des élections à suffrage universel périodiques, libres et justes.

Elections et Participation Politique

La constitution prévoit une présidence par "rotation" par laquelle chaque île organise par tour des élections primaires pour les candidats présidentiels. L'ancien Président Azali, un natif de Grande Comore, a été le premier à occuper le poste suprême selon ce système. Au cours de l'année, le tour a passé à Anjouan; tous les 12 candidats présidentiels devaient être des natifs d'Anjouan pour pouvoir se présenter aux élections primaires. Les électeurs d'Anjouan ont choisi trois de ces 12 candidats pour se présenter dans les élections présidentielles du mois de mai, qui ont abouti à l'élection du Président Sambi. Selon les observateurs internationaux, lesdites élections ont été libres et justes. La cérémonie d'investiture du Président Sambi le 26 mai a été la première passation de pouvoir qui se soit déroulée de manière pacifique et démocratique dans toute l'histoire du pays. Ainsi, la constitution restreint les candidats à la présidence par île, mais à part le principe de rotation, tout individu est libre de se présenter.

Des leaders non-élus, chargés des institutions traditionnelles sociales, religieuses et économiques ont rempli le vide dans les communautés où le gouvernement formel n'a pas eu de présence effective ou n'a tout simplement pas existé.

Il y a eu une femme parmi les 33 membres de l'Assemblée Nationale. Il y a eu une femme ministre deux femmes Vice-présidentes dans le gouvernement de l'union. Il n'y a eu aucune minorité dans les hauts emplois de l'Etat.

Corruption au sein du Gouvernement et Transparence

Des membres du personnel diplomatique résident, ceux de l'ONU et des agences humanitaires ont rapporté que la corruption à petite échelle est commune à tous les niveaux du service public. La nouvelle administration Sambi a lancé une campagne à grand renfort publicitaire contre le détournement de fonds par des hauts responsables, les pots-de-vin soutirés par des responsables

douaniers et de l'immigration, et les pratiques inéquitables ou non transparentes dans l'octroi des contrats et des accords de fourniture pour le gouvernement. Le peu d'opérateurs du secteur privé dans le pays ont indiqué que la corruption et le manque de transparence ont constitué la norme.

Au mois de juin, le gouvernement a arrêté plusieurs responsables de l'ancien régime pour corruption. Les ministres de l'ancien gouvernement Rehema et Sitti et l'ancien Colonel Abdallah de la force de police de l'Union ont été jugés pour avoir volé des propriétés de l'administration, ont été reconnus coupables et condamnés à huit mois d'emprisonnement, et à payer une amende de 360\$ (147.000 Francs Comoriens). L'ancien secrétaire général Abdou a été reconnu coupables des mêmes crimes et condamnés à quatre mois d'emprisonnement et à payer une amende de 480\$ (196.000 Francs Comoriens).

En 2005, il y a eu des allégations selon lesquelles des entreprises privées telles que Comores Hydrocarbure et Comores Télécom ont partiellement financé l'ancienne administration Azali en lui fournissant les fonds requis pour les déplacements officiels. Toutefois, aucun rapport n'a indiqué que la nouvelle administration Sambi ait poursuivi cette pratique.

Les enquêtes ont continué dans l'octroi de contrats avec le gouvernement en 2005, pour des entreprises ayant des liens avec l'ancien Président Azali.

Aucune loi ne prévoit l'accès du public aux informations concernant le gouvernement. Ceux ayant des relations personnelles ou des liens de travail avec des responsables gouvernementaux peuvent généralement accéder aux informations concernant le gouvernement, ce qui n'a pas été le cas pour le grand public. Afin d'encourager une plus grande transparence, le Président Sambi a rendu public son propre salaire au mois d'août.

Chapitre 4 Attitude du gouvernement concernant les investigations internationales et non gouvernementales sur des allégations de violations des droits de l'homme

Une organisation locale et certaines organisations non gouvernementales internationales ont opéré sans aucune restriction du gouvernement, menant des enquêtes et publiant des affaires concernant les droits de l'homme. Les responsables gouvernementaux ont été coopératifs et réceptifs à leurs points de vue.

Au mois de juin, l'Assemblée Nationale a passé une loi mettant en place une commission des droits de l'homme, qui n'a pas encore tenu une réunion avant la fin de l'année.

Chapitre 5 Discrimination, Abus dans la société, et Traite de personnes

La loi interdit la discrimination sur la base de la race, du genre, du handicap, de la langue ou du statut social. Cependant, les femmes ont fait l'objet d'une discrimination.

Les Femmes

La loi interdit la violence domestique. Bien que le gouvernement n'ait pris aucune action pour combattre la violence contre les femmes, la police et les groupes œuvrant en faveur des droits de l'homme pensent que les cas sont rares. Dans de tels cas, les femmes ont pu rechercher une protection devant les tribunaux, mais dans la pratique, les autres membres de la famille ou les doyens du village ont d'habitude résolu de tels problèmes.

Le viol est illégal, passible de cinq à 10 ans d'emprisonnement ou jusqu'à 15 ans si la victime est âgée de moins de 15 ans. Le gouvernement n'a pas fait montre d'efficacité dans l'application des lois sur le viol. La loi ne stipule rien de spécifique concernant le viol par l'époux.

La prostitution est illégale, mais les arrestations pour prostitution sont rares, et aucun rapport n'a indiqué un harcèlement contre des prostituées.

Le harcèlement sexuel est illégal et passible d'emprisonnement pouvant aller jusqu'à 10 ans. De tels harcèlements ont été constitué un problème commun, bien que peu de victimes se soient exprimées à cause de la pression au sein de la société.

La loi prévoit l'égalité des personnes, et en général, les droits concernant l'héritage et la propriété ne font aucune discrimination contre les femmes. Les hommes ont gardé le rôle dominant dans la société, bien que la tradition matriarcale ait accordé certain droits aux femmes, particulièrement en termes de propriété foncière. La discrimination contre les femmes au sein de la société a été la plus évidente dans les milieux ruraux où les femmes ont été responsables de la culture et des enfants et peu d'opportunités pour l'éducation et l'emploi rémunéré. Dans les centres urbains, un nombre grandissant de femmes ont eu un emploi, et ont généralement gagné des salaires comparables à ceux des hommes occupant des postes similaires. Cependant, peu de femmes ont occupé des postes de responsabilité dans le monde des affaires. La loi n'oblige pas les femmes à se couvrir la tête, mais nombreuses femmes ont subi une pression de la société en ce sens.

Les enfants

Le gouvernement n'a pas pris une action spécifique pour protéger ou promouvoir le bien-être des enfants. A cause d'une insuffisance d'inspecteurs, le gouvernement n'applique pas les dispositions légales qui abordent les droits des enfants et leur bien-être.

L'enseignement est gratuit et obligatoire pour les enfants âgés de moins de 16 ans, mais le gouvernement a rarement fourni une éducation dans les écoles publiques pour les enfants âgés de plus de 14 ans. Selon l'UNICEF, 31 pour cent des enfants ont été inscrits dans l'école élémentaire entre 1996 et 2004. Pendant l'année scolaire, les grèves des enseignants pour non paiement de leurs salaires ont perturbé l'école à plusieurs reprises. En général, les garçons ont eu plus d'accès aux écoles que les filles.

Boys et girls had equal accès to state-provided médical care, qui a été limité.

Although there sont no official statistics on abus contre des enfants, it a été common, et souvent occurred when impoverished familles sent leur enfants to work pour wealthier familles. un 2002 UNICEF étude révéla que abus contre des enfants, including sexual abuse, a été widespread et souvent occurred at home. There aussi ont été reports que enseignants raped students. dans décembre 2005, pour exemple, the newspaper *Kashkazi* reported the décès de un 11-l'année-old girl qui had été raped par her enseignant et subsequently died dans childbirth. The enseignant a été suspended from his position, mais no arrests ont été made.

Enfant prostitution et enfant pornography sont illégal. La loi considers unmarried enfants under the age de 18 as minors, et ils sont protected légalement from sexual exploitation, prostitution, et pornography. Il n'y a eu aucun statistics regarding ces matters, mais ils ont été pas considered serious problèmes.

Enfant labor occurred (voir chapitre 6.d.).

Traite de personnes

La loi does pas prohibit trafficking dans persons; toutefois, aucun rapport n'a indiqué que persons ont été trafficked to, from, ou dans le pays.

Les handicapés

There sont no lois que mandate accès to buildings pour les handicapés ou que prohibit discrimination dans employment et

public services. dans général, les handicapés ont été likely to face discrimination, mais specific reports ont été pas disponible relating to employment, éducation, accès to health care, ou dans the disposition de autres state services.

In April du pays first handicapped center opened dans Ikoni, Grande Comore.

Chapitre 6 Droits des travailleurs

a. Le droit d'association

La loi allows travailleurs to forme et join unions de leur choice sans prévious autorisation ou excessive requirements, et nombreux de those dans the wage labor force did so dans la pratique. The wage labor force, toutefois, a été moins than 7.000 persons, de whom environ 5.000 ont été gouvernement employés. enseignants, civil servants, taxi drivers, et docktravailleurs ont été unionized. Environ 80 pour cent du population engaged dans farming on small land holdings, subsistence fishing, et local commerce.

The labor code, qui a été rarely enforced, does pas include un système pour resolving labor disputes.

La loi does pas prohibit anti-union discrimination par employers dans hiring pratiques.

b. Le droit de s'organiser et faire une convention collective

La loi protège travailleurs from employer interférence dans leur droit to organize et administer leur unions, et le gouvernement protected ce droit dans la pratique. Unions ont the droit to bargain collectivement, although employers set wages dans the small secteur privé, et le gouvernement, particulièrement the ministries de finance et labor, set them dans the larger public sector. There sont no export processing zones.

La loi prévoit the droit to strike, et gouvernement employés exercé ce droit to protest non-paiement de salaires. There sont no lois protecting strikers from retribution, mais il n'y a eu aucun reported instances de retribution.

c. Interdiction du travail forcé ou obligatoire

La loi interdit forced ou compulsory labor par adults mais pas par enfants. Il y a eu certain reports que such pratiques occurred (voir chapitre 6.d.).

d. Interdiction du travail des enfants et âge minimum pour le recrutement

La loi défines 15 as the minimum age pour employment, mais le gouvernement n'a pas toujours enforce ce loi. Enfants usually worked dans subsistence farming et fishing. Certain familles placed leur enfants dans the homes de wealthier familles où ils worked dans exchange pour food, shelter, ou éducationnal opportunités. autres formes de le travail des enfants d'une manière générale ont été pas un problème due to the lack de l'emploi rémunéré opportunités. un 2000 UNICEF étude révélé que environ 15 pour cent de enfants ont été pas paid pour leur work. The actual nombre a été likely higher. Le gouvernement did pas activement enforce le travail des enfants lois nor did it seek to prévenir illégal le travail des enfants.

e. Conditions de travail acceptables

There a été no minimum wage. At various times during the l'année, le gouvernement did pas pay civil servant salaires (voir chapitre 6.b.). Despite strikes et autres protests, le gouvernement de l'union a été unable to pay gouvernement employés, including low-level responsables gouvernementaux, enseignants, et médical travailleurs, pour plusieurs mois due to budgetary difficultés.

La loi specifies un workweek de 37½ heures, one day off par semaine, et one mois de paid vacation par l'année. According to la loi, travailleurs receive time-and-a-half pour heures supplémentaires. ces lois, like nombreux others, ont été pas enforced. Employeurs, particularly le gouvernement, ont été souvent remiss dans paying salaires.

No safeté ou health standards ont été established pour work sites. Travailleurs d'une manière générale could pas remove themselves from un unsafe ou unhealthful situation sans risking leur employment.